

La Revue Canadienne,

DU MONDE POLITIQUE, RELIGIEUX, LITTÉRAIRE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

LOUIS. O. LE TOURNEUX, RÉDACTEUR EN CHEF.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

(Payable d'avance.)
Abonnement au Journal semi-hebdomadaire pendant un an, par la poste, en France, 21 fr. 00
Abonnement à l'Album Mensuel, Littéraire et Musical, pendant un an, 21 fr. 00
Aux deux publications réunies, 42 fr. 00
...
Toute insertion subséquente, le quart de prix (à franchir les lettres.)

Education.

Industrie.

Progrès.

CORRESPONDANCES.

BOTANIQUE.

No. 3.

La Botanique n'est point une science de mots comme on l'a dit quelquefois. Ceux qui lui font reproche, confondent le pédantisme de la science avec la science même. Il n'en est point, au contraire, qui s'occupe de choses plus sensiblement utiles et agréables et qui importent plus au bonheur des hommes. Dans le champ vaste qu'elle ouvre aux moins instruits comme aux plus savants, chacun peut sinon moissonner, du moins glaner assez pour être content de la nature et de lui-même. L'objet de la Botanique étant d'étudier les végétaux, nous devons nous occuper d'abord de donner une idée des êtres auxquels on a réservé ce nom.

Les végétaux sont des êtres organisés et vivants, fixés communément sur le sol, où ils se développent soit de graine, soit de bouture, soit d'un autre corps semblable, et qui s'y nourrissent par succion, au moyen de racines, ou par imbibition avec des feuilles, enfin qui se reproduisent et meurent. Ces êtres intéressants non seulement embellissent la terre, mais fournissent à nos besoins comme à ceux des animaux. Nous leur devons nos vêtements, nos habitations, notre nourriture et les remèdes qui nous soulagent dans nos maux. Ces êtres organisés croissent avec nous, au milieu de nous et pour nous. Leur présence éveillent toutes nos sensations, et leurs produits multiplient toutes nos jouissances. De tous côtés ils nous présentent des tableaux magnifiques pleins de vie et de fraîcheur, qui réjouissent notre vue et portent nos âmes à une douce contemplation. Leurs émanations odorantes, leur ombrage, leurs lits de verdure, nous invitent tantôt au plaisir, tantôt au repos. Si pour notre amusement ou notre instruction nous voulons considérer de plus près ces êtres charmants et nous familiariser avec eux, ils ne peuvent pas comme les animaux se dérober à nos regards, fixés au lieu qui les a vu naître, ils sont toujours à notre portée et se présentent à nos recherches comme à nos desirs. Aucune de leurs formes, aucune de leurs beautés ne nous échappent; nous sommes aussi les maîtres de partager avec la nature les soins qu'exigent leur reproduction et leur enfance. Elevés par nous, ils acquiescent quelquefois une vigueur qui nous étonne, et lorsqu'ils sont parvenus à l'époque de leur fructification, ils nous paient avec usure le prix de nos travaux, sans compter le plaisir que nous goûtons à voir prospérer notre ouvrage. Car quel est l'homme qui n'éprouve pas un sentiment délicieux en promenant ses regards sur un beau champ de blé qu'il a semé? Quel est celui qui dans son âge avancé, ne se sent pas rajeunir en parcourant l'enceinte d'un bois planté par ses mains? Les arbres qui se forment ont été dans leur jeunesse les compagnons de la sienne, il les a protégés alors contre l'intempérie des saisons et la dent des bêtes fauves,

et il est prêt encore à les défendre contre qui-conque voudrait y porter la hache, c'est ainsi que les végétaux qui ont été l'objet de nos soins le deviennent de nos affections, nous les aimons comme nos enfants, et nous ne négligeons rien pour perpétuer leur espèce ou pour prolonger leur existence. Les végétaux naissent, vivent et meurent comme l'homme et les animaux. Ils paraissent il est vrai privés du sentiment qui distingue ces derniers, mais ils ont ainsi qu'eux la faculté de se reproduire, et ils sont pourvus d'organes nécessaires à leur conservation et dont les mouvements semblent dirigés par une sorte d'instinct. Si ces êtres ne sentent pas, ils agissent comme s'ils sentaient. On les voit se diriger toujours vers la lumière et chercher sans cesse dans la terre et dans l'air tout ce qui peut développer en eux ce genre de vie répandu dans toutes leurs parties. Ils choisissent les climats, les lieux, les abris et les sols qui leur conviennent, aspirent ou rejettent la portion d'air qui leur est utile ou nuisible, et élaborent dans leur sein, chacun à sa manière, les sucs propres qui les maintiennent dans un état de vigueur et de santé. Le prochain No. contiendra quelques unes des habitudes des végétaux, ainsi que les faits naturels les plus communs qu'offrent ces êtres précieux, avec les phénomènes les plus curieux et les plus dignes de fixer l'attention des philosophes.

FRANCE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Présidence de M. SAZET. — Séance du 28 mai.

A une heure trois quarts la séance est ouverte; le procès-verbal est lu et adopté.
M. LE PRÉSIDENT procède au renouvellement des bureaux par la voie du sort.
L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale du budget des dépenses du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1847.
M. SAZET à la parole. Messieurs, dit-il, en rouvrant hier l'œuvre de vos nobles débats depuis quinze ans, l'honorable M. Thiers a dit des choses qui seraient molles en parlant aux hommes modérés.
Je vais faire un pas de plus, un grand pas de plus dans la même voie; je bannirai de ma discussion toute personnalité, toute personnalité hostile, toute personnalité présumptive.
La pers. morale, soit qu'elle s'applique à dénigrer amèrement ses adversaires, ou à s'exalter complaisamment soi-même, abaisse et rapetisse les affaires naturellement les plus grandes, et jusqu'aux plus hauts intérêts des États.
Je voudrais éviter ce double écueil et ne pas dire un mot qui fit perdre à ce grand sujet, à cette grande question, quelque chose de leur grandeur naturelle.
J'espère que le débat n'y perdra rien de sa vérité.
L'honorable M. Thiers, en retraçant notre politique depuis 1830, en a fait deux parties: l'une à laquelle il a consacré l'autre à laquelle il a été étranger.
La première, la première, est celle de la seconde; rien de plus naturel et plus légitime.
Je ne ferai, sur ce qu'il a dit de la première, qu'une seule observation.
A mon sens, il ne lui a pas rendu justice.
Il n'a pas suffisamment loué la politique dont il a pris sa part.

Il ne l'a trouvée ni grande ni glorieuse; il a dit qu'elle aurait pu le devenir; à mon avis, elle l'a été.
Une politique qui, le lendemain d'une révolution, au milieu des difficultés, des dangers, des orages qui ont accueilli le gouvernement, a été constamment maîtresse d'elle-même, prudente, juste, modérée, est une grande politique, une grande œuvre, différant, je le reconnais, des politiques qui l'auraient précédée; mais en fait de grande œuvre et de gloire, ce n'est pas un défaut d'être nouvelle; celle-là l'était.
Je revendique pour elle l'honneur que ne lui a pas fait l'honorable M. Thiers; je lui rends à elle-même la part de grande œuvre qui lui revient.
Je passe aux années auxquelles l'honorable M. Thiers a été étranger.
Il me permettra ici de ne pas le suivre dans toutes les questions qu'il a soulevées. Il faut bien que, dans un débat, les grands pouvoirs publics puissent considérer certaines questions comme complètement vidées. Il y a donc quelques questions que j'élaguerai, même celles sur lesquelles il me serait le plus agréable et peut-être le plus utile de parler.
Permettez-moi un seul mot sur le droit de visite.
Supposez que le cabinet fût tombé, qu'il eût été renversé par l'opposition, et que ses successeurs, parmi lesquels se serait trouvé l'honorable M. Thiers, eussent conclu avec le cabinet anglais la convention du 29 mai...
Je demande à la chambre si elle n'aurait pas considéré cette convention comme un grand succès... (Très bien! au centre.)
C'est là une des questions que l'honorable M. Thiers a traitées; je prendrai, parmi les autres questions dont il a parlé, les principales, celles dans lesquelles il est tombé, à mon avis, dans les plus grandes erreurs.
L'honorable M. Thiers regrette toujours qu'en 1840 la France ne soit pas intervenue en Espagne.
Il regrette en fait comme un grand malheur pour l'Espagne; et ce n'est pas là, messieurs, je puis le dire, l'opinion de l'Espagne elle-même.
L'honorable M. Thiers s'étant étonné qu'on ait demandé à l'Espagne de se sauver elle-même, et cependant l'Espagne s'est sauvée elle-même.
Pourquoi voulait-on intervenir en Espagne? C'était pour la sauver de la guerre civile qui n'existe plus en Espagne; c'était pour rétablir dans ce pays la monarchie constitutionnelle, et la monarchie constitutionnelle s'y est rétablie. (Exclamations.) Comptez-vous pour rien la constitution ramené en Espagne aux principes reçus chez toutes les grandes nations, l'ordre rétabli non pas par des voies violentes, mais par des procédés constitutionnels?
Il existe encore de grandes difficultés pour le gouvernement espagnol; il en existait encore longtemps; mais le gouvernement n'est pas, comme on l'a dit, dans une voie de décadence et d'abaissement; il est, au contraire, en voie de revenir aux bons principes; il faut l'aider dans ce travail difficile; on doit désirer qu'il réussisse. Pour notre compte, dans toutes nos relations avec l'Espagne, nous nous sommes appliqués, en lui conseillant de se gouverner elle-même, à lui ouvrir les voies et à l'aider de notre influence. (Murmures.)
Nous avons entendu l'honorable M. Thiers porter hier à la tribune des noms propres engagés dans cette question, avec des épithètes que nous n'emploierions en parlant entre nous de nos propres affaires.
Il y a des questions, messieurs, qui ne devraient pas être portées à cette tribune. On a parlé du général qui rendrait si grands services à son pays, qui l'a servi avec tant d'énergie et de dévouement. (Bruit.) Qu'a-t-il fait? Quand en l'a vu se laisser aller aux murmures, aux traditions de son pays, les assemblées parlementaires l'ont arrêté qu'il allait trop loin; a-t-il résisté, a-t-il essayé de porter le trouble dans son pays? Non, messieurs; il est resté dans l'ordre légal et constitutionnel. (Exclamations.) Je ne sache donc pas que personne ait le droit de le présenter ici comme un de ces hommes qui ont tenté de plonger leur pays dans l'anarchie.

Le général Narvaez a servi courageusement et honorablement son pays; il ne mérite aucun reproche. (Bruit.) On a prononcé encore un nom plus haut, celui de la reine mère, celui de la reine Christine; et comment vient-on à se dispenser dans le cœur d'une mère pour lui demander raison des préférences qu'on lui suppose en faveur de telle ou telle alliance pour sa fille? Comment vient-on lui demander compte ses intentions, de ses espérances? Nul n'a le droit de le faire, ni lui ni ses allures.
Je défends la reine Christine de ces imputations qu'on lui adresse; elle est accablée de sacrifices au repos de son pays ses sentiments politiques. (Murmures.) et je ne saurais repousser avec trop d'énergie les imputations dont elle est l'objet.
L'Espagne est aujourd'hui entre les mains d'hommes qui ont tout fait preuve de dévouement à la constitution et au pays, et ce que nous leur devons, c'est une adhésion publique; cette adhésion nous la leur donnons pleinement. (Interruption.)
Un mot sur une autre question que l'honorable M. Thiers a touchée, et qui, je l'espère, sera un jour traitée avec plus de développement; je veux parler de la question de Syrie. On nous dit que nous ne pouvons obtenir de l'Angleterre d'améliorer la situation des chrétiens dans ce pays. Je veux être juste envers tout le monde, envers l'Angleterre comme envers moi-même.
L'agit en Syrie d'une question d'organisation, il s'agit de savoir quel est le moyen le plus efficace pour rétablir en Syrie l'ordre et la paix.
En bien! messieurs, c'est sur cette question d'organisation, avec des sentiments également bienveillants pour les chrétiens de Syrie, que l'Angleterre ne partage pas notre opinion. (Murmures divers.) Je crois que nous avons raison, et quand je la traiterais, je dirai pourquoi; mais, en attendant, je ne puis souffrir qu'à cette occasion on excite des rivalités entre deux gouvernements qui sont d'accord.
On nous reproche de n'avoir pas fait changer la politique de l'Angleterre envers la Grèce; je le disais dans une autre enceinte, l'Angleterre a sur l'organisation de cet Etat d'autres opinions que les nôtres, mais l'intérêt des deux gouvernements est le même; nous avons maintenu en Grèce notre opinion, nous l'avons fait prévaloir, sans que la bonne intelligence entre les deux gouvernements de France et d'Angleterre fût un moment troublée. (C'est avantageux.)
On peut différer d'opinion sur une pareille question avec un gouvernement ami sans que l'état des relations générales en soit le moins du monde troublé. (Ah! ah!) Voilà le véritable caractère de la politique de la France dans la question grecque; celui que l'honorable M. Thiers a voulu lui donner n'est pas exact (Bruit.)
Un dernier mot sur les Etats-Unis. Après les développements qui ont été donnés à cette question, je m'attendais peu à ce qu'en a dit l'honorable M. Thiers; je ne m'attendais pas à entendre dire à l'honorable M. Thiers que nous avons traité les Etats-Unis légèrement, avec mépris et au lieu de nous en occuper avec franchise.
On peut rechercher toutes les paroles que j'ai dites à cette tribune, comme tous les actes que j'en ai permis; on peut les rechercher, on n'y trouvera rien qui ne témoigne pour les Etats-Unis, pour cette grande nation, pour ce grand gouvernement, de la plus sincère estime, de la plus haute considération. Je n'ai jamais parlé, je n'ai jamais agi envers les Etats-Unis avec légèreté ni avec froideur.
J'ai maintenu une politique que personne n'eût désavoué dans cette enceinte, c'est la politique de la neutralité vraie, sérieuse et sincère. (Protestations à gauche.) Voilà notre situation envers les Etats-Unis, voilà la conduite que nous avons tenue. Je donnerai la ma réponse sur la politique extérieure; je ne resterais pas dans toutes les autres questions, j'ai hâte d'en finir avec la politique extérieure et d'arriver à la politique intérieure, bien plus présente et bien plus importante dans la question.
Toute fois, un seul mot encore sur la politique extérieure. Vous voulez, nous voulons tous la politique de la paix; vous voulez, nous voulons tous que cette politique tourne au profit de notre considération, au profit de l'influence, de la grandeur de notre pays; je ne compte cette pensée à personne, pas plus à l'opposition qu'à la majorité.
C'est notre pensée à tous; mais voici ce qui arrive. Il y a une manière de pratiquer cette politique qui fait qu'au bout de quelque temps, la paix s'inquiète pour elle-même; il y a une manière de pratiquer cette politique qui fait qu'il y a même temps les gouvernements étrangers s'inquiètent à leur tour, qu'ils s'éloignent de nous, et qu'ils se rapprochent entre eux. Il se répand de mauvaises impressions, de fâcheux pronostics sur l'avenir de notre pays.
Voilà ce qui arrive par une certaine manière de pratiquer la politique de la paix.
Il y a une autre manière de pratiquer cette même poli-

tique; il y a une autre manière qui fait que non-seulement au bout de quelque temps, après avoir été mis à une longue épreuve, après avoir passé par des incidents critiques et des traverses difficiles, la paix cependant compte partout sur elle-même; tout le monde la regarde comme sûre; elle peut produire ses biens; on ne redoute pas qu'elle soit troublée.
Et en effet, une opinion se répand partout, sur l'état de la Grèce de notre pays, sur l'adhésion de nos institutions, sur notre avenir. Vous pouvez sortir de cette enceinte, vous pouvez sortir de France, aller partout; vous pouvez interroger, écouter ce qui se dit dans l'intérieur des gouvernements étrangers, vous entendrez partout compter sur l'état actuel de la France. (Bruit.)
Vous entendrez partout compter sur un état actuel, sur son avenir; vous entendrez partout les protocoles les plus favorables; vous le résultat du système qui est différent de votre. (Murmures.) Mais vous seuls et vos amis pensez, dites que, depuis cinq ans, la France n'a pas grandi, ne s'est pas affermie dans l'opinion du monde. Personne en Europe, ni les gouvernements ni les peuples ne pensent comme vous. (Vives réclamations.) Tout le monde pense le contraire. Si les affaires avaient été conduites par vous, à coup sûr vous seriez bien loin du même résultat.
Je reviens à l'intérieur. Le premier reproche que nous adresse l'honorable M. Thiers a été si souvent reproduit dans cette enceinte, qu'il m'est indispensable d'y répondre. Ce reproche est celui-ci: Vous n'êtes pas d'un gouvernement parlementaire.
On nous reproche que nous avons la majorité, qu'elle a traversé de difficiles épreuves, qu'elle s'est affermie; mais nous nous réjouissons de cela. Vous n'êtes pas un gouvernement parlementaire.
Et hier, l'honorable M. Thiers me disait: Vous gouvernez comme un parti; vous tendez à devenir un parti au lieu d'être un gouvernement.
Si l'on entend par là que la majorité et la loi qu'elle porte de parti conservateur, si l'on entend par là que la majorité a acquis l'importance d'un parti bien constitué, j'accepte le reproche.
En effet, la majorité conservatrice a acquis une organisation, une forme qui lui manquaient.
Si l'on entend par là que nous avons consacré depuis cinq ans nos efforts à amener ce résultat, le reproche est vrai, et nous nous félicitons de l'avoir mérité. Nous ne quittons, pour mon compte, je regarde, ce qu'est devenu, depuis cinq ans, le parti conservateur comme la principale force du gouvernement constitutionnel dans ce pays.
Oui, c'est dans une majorité fortement attachée à son rôle, aimant son drapeau, le servant avec fidélité; oui, c'est dans cette majorité qu'est la force du gouvernement constitutionnel. [Le centre très bien! très bien!]
Nous ne nous fatiguons point de ce but de grande œuvre. Dix-huit sacrifices.
VOIX DE LA GAUCHE. Nous le savons!... c'est le budget qui les paie!
M. GUIZOT. Je ne crois pas que ces honorables membres aient compris...
VOIX DE LA GAUCHE. Si, parfaitement.
M. GUIZOT. Voici ce que j'appelle les grands sacrifices que nous avons faits. (Bruit.) Nous avons sacrifié des amis qui nous étaient chers, des amis qui nous étaient utiles pour maintenir l'honneur du parti conservateur, pour ne faire aucune concession contraire à son principe, à ses sentiments, à ses vœux; nous avons fait ces sacrifices, qui nous imposent de grands efforts, qui nous font courir de grands risques... (Ah! ah! ah!)
M. ODILON BARROT. Je demande la parole. (Mouvements.)
M. GUIZOT. Nous avons fait des sacrifices dans l'intérieur du gouvernement dont le parti conservateur est la force.
Avez-vous quelle a été l'influence de ce qui s'est passé dans le parti conservateur sur vous autres, sur l'opposition? C'est le progrès du parti conservateur qui a amené de votre côté ce que vous appelez la fusion. (Bruit.)
Vous avez senti deux choses: d'une part, l'impossibilité de démentir, de dévier, de déserter le parti conservateur. (Le centre: Oui! très bien! très bien!) De l'autre la nécessité de rallier, pour lutter contre lui, avec un même drapeau, sous une même direction, toutes les forces de l'opposition.
Vous avez bien fait, et dès ce premier moment je m'en suis félicité, et j'en félicite la chambre elle-même. (Ah! bah!) Je ne crois pas, vous me permettez de vous le

voulez, vous le voyez, est complet. Au moment où, chez vous, les concerts remplacent les bals, où chacun songe à la campagne, où commence ce que vous appelez, je crois la morte-saison, ici tout est en fermentation. Londres se prépare pour les deux mois que durera la saison; une activité merveilleuse règne dans tous les magasins; tout s'orne, s'embellit, se pare pour séduire les nouveaux arrivants; bouillottes et bouillottes se mettent à l'envi sous les armes. Nos trottoirs et nos quais sont envahis par des légions d'hommes-affiches, encadrés dans d'immenses placards, ou bien portant de larges bannières où sont exaltés le verjus préservateur, les pilules digestives et le paléto Lama, protégé par Sa Grâce le duc de

FEUILLETON DE LA REVUE CANADIENNE.

Chronique de Londres.

Nous voici dans le tourbillon de la saison: les plaisirs quittent Paris; ils commencent à peine pour Londres. Notre immense capitale, avec ses richesses, ses palais, son fleuve incomparable et ses milliers de vaisseaux, n'a qu'un petit inconvénient, celui d'être inhabitable pendant la plus grande partie de l'année. Chez vous, dès que l'hiver arrive, toute la province accourt à Paris; ici, tous ceux qui en possèdent les moyens, s'empressent de fuir une ville envahie par le brouillard et la fumée. L'ouverture seule du parlement nous ramène quelques-unes des grandes familles; mais ce n'est qu'à près les vacances de Paques que la gentry quitte les manoirs seigneuriaux, et se hasarde dans la capitale, visitée enfin par quelques rares et tardifs rayons de soleil.
Le contraste, vous le voyez, est complet. Au moment où, chez vous, les concerts remplacent les bals, où chacun songe à la campagne, où commence ce que vous appelez, je crois la morte-saison, ici tout est en fermentation. Londres se prépare pour les deux mois que durera la saison; une activité merveilleuse règne dans tous les magasins; tout s'orne, s'embellit, se pare pour séduire les nouveaux arrivants; bouillottes et bouillottes se mettent à l'envi sous les armes. Nos trottoirs et nos quais sont envahis par des légions d'hommes-affiches, encadrés dans d'immenses placards, ou bien portant de larges bannières où sont exaltés le verjus préservateur, les pilules digestives et le paléto Lama, protégé par Sa Grâce le duc de

Wellington. Si l'on enrégimentait ces affiches ambulantes, on léverait une armée suffisante pour conquérir la Chine ou mettre à la raison frère Jonathan. Et ce n'est rien encore auprès du débordement d'annonces qui remplissent les feuilles quotidiennes. C'est en vain que nos incalculables journaux multiplient les suppléments; ils ne peuvent suffire à enregistrer les vertus de toutes les merveilles que l'approche de la saison fait éclore. Figurez-vous Paris à la fin de décembre, et vous aurez une faible idée de Londres à la fin du Carême.
Cependant Paques arrive: les membres du parlement, sous prétexte de dévotion, vont dire un dernier adieu à leurs manoirs, à leurs parcs, à leurs montes; c'est le moment où tout revient dans la campagne; aussi s'en arrachent-ils à regret. Il faut voir avec quel élan ils se défendent ces derniers jours de loisirs et de chasse. Notre premier ministre, voulant se venger des protectionnistes qui le persécutaient de leurs lenteurs calculées, n'avait pas trouvé de meilleure niche à leur faire que d'abréger de quelques jours les vacances de Paques. Mûchanceté inutile, les récalcitrons sont restés tranquillement à chasser, et l'on n'a pu trouver quarante membres pour faire une chambre avant le jour habituel: whigs et tories, anglais et irlandais se sont trouvés d'accord pour défendre les vacances.
Londres est donc tout en fêtes et en joie; le plaisir et les affaires vont se disputer tous les instants jusqu'à ce que la clôture du parlement disperse de tous côtés l'aristocratie la plus voyageuse du monde entier. Déjà nous sont arrivés les italiens, et avec ses admirables chanteurs, Fanny Cerrito, l'artiste idolâtrée du public anglais; puis quelques-uns de vos artistes en renom, quelques-unes de vos plus jolies actrices, sans compter celles qu'on nous annonce encore. Nous avons une foule de géans, et, par contre, toutes les miniatures possibles: Tom

Pouce, que notre souverain a mis à la mode pour longtemps, les petites danseuses viennoises, et leurs émules les petites danseuses anglaises. Nous avons toute sorte de chanteurs éthiopiens qui font fanatisme et dont les airs nationaux menacent de détruire jusqu'à *Rule Britannia*, et deux petites chanteuses qui viennent de débiter dans quelques salons aristocratiques et que tout le monde s'arrache.
L'époque des fêtes et des divertissements est aussi, pour l'aristocratie, celle des mariages. Pendant l'hiver on mène la vie de villégiature; les goûters d'hiveriers se promènent de château en château jusqu'à ce qu'une occasion leur sourit; ils dressent alors leurs batteries. Le matin, on gagne l'amitié du père, à la chasse, en forçant avec lui le renard; après déjeuner, le temps de la cavalcade, abilement employé, vous avance dans le cœur d'une amazone sensible; le soir, dans le *drawing-room*, quelques politesses au révérend en faveur, l'éloge patiemment écouté des derniers sermons, ou bien un whist supporté avec courage, vous mettent dans les bonnes grâces des douairières, et le retour à Londres voit se lever la lune de miel.
Aussi, depuis les vacances, presque chaque jour a-t-il vu se célébrer un mariage aristocratique, et comme chacun veut aller à l'autel avec la plus nombreuse escorte possible; comme l'on est toujours père, oncle, ou cousin, tuteur ou pupille, chevalier ou dame d'honneur, toute la noblesse est sans cesse en requête pour les unions nouvelles.
Mais le moment des mariages est aussi celui des désespoirs amoureux, des unions interlopes et des fuites à Gretna-Green. La saison a été seconde cette année en *elopements*. Toute la presse a retenti de celui de lady Adela Villiers, fille du comte de Jersey, avec le capitaine Ibbetson; depuis, deux ou trois autres sont venues mettre en émoi la gentry. Aucun n'a fait plus de bruit que celui de lady Noa-Ada-Rone-d'A-

mour Valentia, fille de lord Valentia, qui, sortie un matin avant déjeuner avec une femme de chambre, ne reparut plus à la maison paternelle. La jeune lady s'engagea bravement dans la campagne, par un mille à pied pour aller rejoindre, par un détour, les bords du canal, où M. George Robinson l'attendait avec une chaise de poste pour la conduire à la plus prochaine station du chemin de fer; un convoi spécial emmenait les deux amans vers la mer d'Irlande avant qu'on pût se douter de l'enlèvement. Cette aventure a fait longtemps le sujet de toutes les conversations, à cause de la douleur profonde qu'elle a jetée dans toute la famille de lord Valentia. Celui-ci, homme sévère et inflexible, ne pouvait pardonner à sa fille de s'être unie à un simple capitaine de dragon, à un Irlandais. Les intercessions ont été jusqu'ici inutiles; il faut espérer cependant que la belle fugitive finira par obtenir son pardon; car quelques-uns de ses parents commencent à voir avec plus d'indulgence sa pécadille matrimoniale; et l'ouverture d'Almack, l'un d'eux disait, avec une colère moitié plaisante, moitié sérieuse: Employez donc ministres et parlement à faire des lois de répression contre ces Irlandais: cela les empêcherait-il de cueillir nos roses à notre barbe?
Une aventure du même genre, qui a fait encore plus d'éclat, à cause du rang des coupables, mais dont le scandale est maintenant étouffé, c'est l'équipée d'une fille de la maison Chandos, de l'héritière de Buckingham, avec M. Gore Langton. M. Gore Langton est le fils du colonel Langton, membre du parlement, et vous savez que, dans notre armée, un colonel tient un tout autre rang que dans l'armée française; il est allié à plusieurs de nos grandes familles, il doit hériter d'une fortune princière, bien au-dessus de celle d'un grand nombre de nobles; et il lui manque qu'un titre pour aller de pair avec les plus grands seigneurs, et il a de-

vant lui un assoz bel avenir pour espérer de le conquérir un jour. Il avait demandé la main de lady Anna Grenville, en faisant faire les offres pécuniaires les plus brillantes. Le duc de Buckingham demeura inflexible. Huit jours après le dernier refus, les deux amans, parfaitement d'accord, et munis de toutes les pièces nécessaires, se présentèrent à l'autel d'une de nos petites églises. Le ministre, ne trouvant aucune objection à leur faire, fit prononcer sous main le duc de Buckingham, et, après avoir rempli toutes les formalités, conduisit les deux amans à l'autel; il leur avait fait réciter les prières; il avait prononcé l'allocution d'usage, et le duc de Buckingham ne se présentait pas. Il allait enfin prononcer la formule de consécration, lorsque le duc parut tout-à-coup et interrompit brusquement la cérémonie, en ordonnant à sa fille de le suivre. Lady Anna refusa énergiquement, et les deux amans, au nom de la loi, sommèrent le ministre de terminer la cérémonie. Celui-ci tergiversait, n'ayant aucune objection à faire aux jeunes gens qui étaient dans leur droit, et n'osant passer outre contre la volonté de Sa Grâce le duc de Buckingham. La foule, interdite et muette, contemplait cette scène déchirante; enfin, lady Anna, après avoir tenu la main à M. Langton, se jeta tout en larme dans les bras de son père, et consentit à le suivre.
Si l'on en croit, du reste, le bruit qui court, la duchesse de Buckingham est intervenue en faveur de sa fille, et le duc a consenti à l'union qu'il avait rompue. Cette fois elle sera célébrée sans larmes et avec la pompe qui convient à une fille de Chandos.
Justicié le lion de la saison est Diwarkanauth-Tagore, en attendant qu'Ibrahim vienne le détrôner. Chacun reconnaît, du reste, que la saison est des plus tristes; plusieurs de nos grandes familles sont en deuil; d'autres s'ennuient établies à Paris et comptent y rester jusqu'à-